



## Sommaire :

Editorial

### Politique :

Jacqueries modernes.....page 2 et 3

### Economie :

Application du Traité budgétaire européen à la logique socialiste.....page 4

Protégeons nos emplois .....page 5

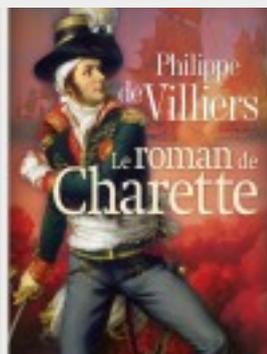
### Histoire :

Un certain 25 Octobre 732.....page 6

### Social :

L'objection de conscience des élus face au mariage des invertis .....page 7

### Le livre du Mois



## Si l'Histoire pouvait juger...

Il est heureux, pour l'actuel gouvernement socialiste, que l'Histoire ne puisse émettre de jugements sur les actes et réformes envisagées pour faire face à la crise économique. Sinon, elle n'aurait pas de mots assez durs pour qualifier les affligeantes pitreries qui tiennent lieu de ligne de conduite politique.

Comme Romulus Augustule lors de la décadence de l'Empire Romain, ou le gouvernement de Camille Chautemps durant la Grande Dépression des années 30 en France, le gouvernement Hollande-Ayrault brille littéralement par son inefficacité quasi-patentée que l'héritage sarkozyste ne peut plus voiler : Multiplications des délocalisations et des fermetures d'usines, logique taxatrice contre-productive et dangereuse, entrée du pays en récession à la fin du troisième trimestre 2012 selon la Banque de France... L'illusion du social-populisme n'aura même pas fêté un anniversaire.

Mais l'incompétence économique n'est que la partie émergée de l'iceberg socialiste, la moindre faute du politicien Hollande : en usant d'idéologies nauséabondes et profondément antisociales, le gouvernement socialiste a catalysé le gène de la division au sein d'un pays socialement fragile

montant volontairement les français les uns contre les autres à l'heure où la solidarité, la charité et l'union devraient pourtant revenir sur le devant de la scène.

Mariage homosexuel, homoparentalité, dépénalisation du cannabis, salles de shoot ne sont que quelques exemples des multiples inepties qui pourraient bien voir le jour dans les prochains mois. De nombreux français, possédant encore un peu de bon sens, s'insurgent contre ces réformes réellement dangereuses et tentent de défendre de tout leur cœur les principes fondamentaux sur lesquels repose notre Nation.

Non, décidément, l'Histoire n'aura pas de mots assez durs pour juger le quinquennat Hollande. Mais sera-t-elle clémentine envers le peuple français, celui-là même qui se laissa si facilement berner par les lanternes à peine crédibles du social-populisme ? Celui-là même qui attend, apathique et individualiste, que l'Etat Providence s'occupe de tout ?

Il est grand temps que les français se réveillent, prennent en main leur destin et posent l'indispensable première pierre d'une salutaire Restauration Nationale par le retour du Roi de France sur le trône.

# Des Jacqueries modernes...

A l'instar de l'évolution des sociétés que décrivait en son temps Durkheim, les Jacqueries historiques, violentes et anarchiques, ont laissé progressivement leur place aux Jacqueries Modernes, virtuelles et organisées. Fruits étranges et improbables d'une virtualisation croissante des pratiques sociales, voire de *l'habitus* de notre société, ces nouvelles Jacqueries interpellent : qui sont ces « Pigeons », ces « Moutons », ces outrecuidants qui osent remettre en cause le sempiternel couple dette-impôt ?



## De la solidarité organique

Durkheim, dans son ouvrage *De la Division du travail social* (1893) et notamment dans sa description de la société moderne, développait cette fameuse théorie de la « *solidarité organique* » : ici, plus de solidarité mécanique liée à la proximité, mais bien née de la division du travail, de l'interdépendance entre les individus et les groupes sociaux. Cette solidarité théorique se retrouve aujourd'hui à la base même de ce mouvement des entrepreneurs-pigeons : ces dizaines de milliers de français, venus des quatre coins de la France, se retrouvent donc ensemble pour faire reculer le gouvernement sur les ineptiques réformes qu'il tente de mettre en place aux forceps.

D'ailleurs, cette nouvelle forme de Jacquerie souligne, à sa manière, les limites profondes du chimérique « *salut individualiste* » : en se regroupant pour protéger leurs intérêts communs, en usant avec sagesse de l'adage

« *l'union fait la force* », les entrepreneurs-pigeons démontrent que les intérêts particuliers sont bien mieux défendus par l'union des individus dans un socle social commun, tels que les corporations.

Dans sa lettre aux ouvriers du 20 avril 1865, le Comte de Chambord écrivait ces judicieuses lignes : « *A l'individualisme opposer l'association ; à la concurrence effrénée le contrepoids de la défense commune ; au privilège industriel la constitution volontaire et réglée des corporations libres. Il faut rendre aux ouvriers le droit de se concerter, en conciliant ce droit avec les impérieuses nécessités de la paix publique, de la concorde entre les citoyens et du respect des droits de tous. [...] En un mot, ce qui est démontré, c'est la nécessité d'associations volontaires et libres des ouvriers pour la défense de leurs intérêts communs.*»

## 750 millions d'euros

Et force est de constater les résultats de cette jacquerie moderne : face à l'ampleur de la mobilisation, le gouvernement a accepté de revoir sa copie sur la fiscalité des plus-values sur les cessions d'entreprises. Coût : 750 millions d'euros. Et les entrepreneurs-pigeons commencent en plus à faire des émules au sein du bestiaire industriel, comme ceux des chefs d'entreprises-moutons, les corbeaux de la Rochelle, les Canaris de Nantes ou encore les jeunes entrepreneurs-moineaux.

Mais en s'insurgeant contre les aberrantes réformes gouvernementales, les révoltés poussent Bercy et l'Elysée dans leurs retranchements, le couple Hollande-Ayrault s'étant obligé à réduire son déficit de 3 % en 2013 pour les beaux yeux de la pieuvre européenne. La logique socialiste voulant remplir l'abysse budgétaire par une pressurisation fiscale des contribuables, d'autres propositions du même bois fleuriront assurément, catalysant encore un peu plus l'avis « d'ouragan » que traverse la France, pour citer la patronne du MEDEF Mme Parisot.

### De la Virtualisation des combats

Faut-il s'attendre à une multiplication de ces fameuses Jacqueries modernes dans les quelques mois à venir ? Assurément. Mais le souffle médiatique qui avait entouré les pigeons s'estompera rapidement, et l'élan donné par le récent recul gouvernemental ne durera pas. Par contre, la frustration et la colère populaire se renforceront très certainement : dans ces monceaux d'inepties quotidiennes, le gouvernement socialiste ne cesse de revenir sur ses promesses électorales, multipliant à tour de bras les contre-sens économiques, sociaux et politiques.

Ces nouvelles Jacqueries ne sont pas des épiphénomènes sans conséquences, mais bien des manifestations extérieures d'un véritable ras-le-bol populaire, comme un cri de colère d'un peuple désespéré. Malheureusement le choix de la virtualité, s'il apporte le nombre et les médias, ôte au mouvement toute sa symbolique insoumission : Les va nu-pieds du XVII<sup>e</sup> marqueront assurément plus l'Histoire que les Pigeons...

Et les royalistes doivent s'inspirer de cet exemple : la virtualisation du combat royaliste ne peut avoir qu'un temps. L'engagement sur la Toile, si véhément et limpide pour beaucoup, n'est à l'évidence jamais mis en application sur le terrain, et la république le sait.

Voilà la grande leçon de ces nouvelles Jacqueries : en ôtant toute véritable mobilisation par la virtualisation, les nouvelles Jacqueries ne sont plus guère que des ersatz informes et éphémères des Grandes Jacqueries de nos ancêtres. Comme les républicains n'ont jamais pris la Bastille en envoyant des missives, les Royalistes ne rétabliront pas le Roi sur le Trône de France en cliquant sur des icônes. Encore faut-il avoir le courage de militer, vertu qui semble s'estomper à mesure que la virtualisation des pratiques sociales progresse...

## Soutenez l'URBVM en affichant vos idées !



- 74\*105 mm : 4 euros les 10 ; 7 euros les 20 ; 10 euros les 30
- 105\*148 mm : 5 euros les 10 ; 8 euros les 20 ; 12 euros les 30

Envoyez votre commande sur [urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr) et soutenez la cause royale !

## Application du Traité Budgétaire Européen à la logique socialiste

La récente adoption par l'Assemblée Nationale du projet de loi autorisant la ratification du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) n'aura eu de cesse de faire couler de l'encre dans nos médias français. Véritable « *Piège à cons* » pour Jacques Delors, « *stratégie débile d'austérité généralisée* » pour la sénatrice Socialiste Marie-Noëlle Lienemann, son application, prévue au mieux pour le 1<sup>er</sup> Janvier 2013, est loin de faire l'unanimité au sein de la caste politique française...



Deux points fondamentaux se dégagent de ce traité : une plus grande perte d'indépendance budgétaire et un renforcement de la cure d'austérité gouvernementale.

En premier lieu, de nombreux économistes et spécialistes, comme Emmanuel Todd, Jacques Sapir et Frédéric Lordon, avaient exprimé leurs vives inquiétudes sur la perte d'indépendance budgétaire qui découle de la ratification de ce Traité, notamment de son article 1<sup>er</sup> qui vise à « *renforcer le pilier économique de l'Union économique et monétaire en adoptant un ensemble de règles destinées à favoriser la discipline budgétaire au moyen d'un pacte budgétaire, à renforcer la coordination de leurs politiques économiques et à améliorer la gouvernance de la zone euro* ». Si la souveraineté économique n'était déjà plus qu'à un état illusoire depuis le Pacte de stabilité et de croissance (1997) et le « *Six Pack* » de 2011, le TSCG ne fait qu'ôter ce qui reste de réelle gouvernance économique aux Nations Européennes pour satisfaire les injonctions berlinoises.

Faut-il s'en étonner ? Depuis longtemps déjà, les ardents européistes clament haut et fort que la solution à l'actuelle crise systémique ne se trouve que dans un « *fédéralisme européen* », comme disait en 2011 l'inénarrable Attali. Sarkozy, mouton obéissant et aveugle du berger Merkel, n'a fait qu'appuyer, au nom de la France,

les invectives allemandes en se joignant aux conclusions du Rapport de la Commission Attali de 2010 qui préconisait « *un renforcement du Pacte de stabilité et de croissance, et une redéfinition avec l'Allemagne d'une stratégie commune de dépenses publiques et de croissance* ». Hollande ne pouvait évidemment pas tenir ses promesses électorales, sachant bien que l'Allemagne ne transigerait pas sur les principes du Traité. Mais la tentation était trop tentante, l'arrivisme trop pressant : les français l'ont amèrement découvert depuis...

En second lieu, l'article 3 du TSCG pose les principes de la fameuse « *règle d'or* » budgétaire, terme pompeux qui désigne en réalité une austérité croissante, l'article 4 étant là pour sanctionner financièrement les outrecuidants pays qui afficheraient honteusement un endettement supérieur à 60%. Appliquée à la logique socialiste, la cure d'austérité qui va s'imposer dans quelques temps, ne fera qu'augmenter progressivement l'étau financier qui pèse déjà durement sur les contribuables et les entreprises françaises. Depuis trois ans, les hausses d'impôts ont représenté plus de 64 milliards d'euros. Pire, dans le projet de loi des finances pour l'année 2013, il est prévu une augmentation des dépenses d'Etat de plus de 6 milliards d'euros (374 milliards d'euros en 2013 contre 368 milliards d'euros en 2012), financée par une augmentation des recettes fiscales de... 29 milliards d'euros et non pas 20 comme ce fut annoncé.

En clair, en poussant à ratifier le TSCG, le gouvernement socialiste n'a fait que mettre notre pays davantage au pied du mur : le déficit structurel étant limité à 0.5 % dans le TSCG, le financement de l'investissement par l'emprunt sera donc devenu impossible. Face à cette impasse, les yeux des gouvernants socialistes seront donc rivés sur la dernière source de financement possible : l'épargne française, celle-ci caracolant à une valeur de 1509 milliards d'euros, avec un taux d'épargne de près de 16.8% (chiffres 2012). Et les français continueront à plier sous les augmentations de taxes et d'impôts, remplissant de leur épargne ce puits sans fonds... en sachant bien que cette logique économique ne peut avoir qu'un temps.

# Protégeons nos emplois !

*Communiqué de l'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire*

Après les tumultueuses péripéties médiatisées des entreprises PSA, Doux et ArcelorMittal, chaque jour semble devoir apporter son lot de licenciements et de plans sociaux, grossissant lentement le nombre de français au chômage. Malgré les nombreuses promesses gouvernementales, malgré les phrases chocs et les discours aux emphases trompeuses, l'économie française continue son inexorable décrépitude sans que nos actuels gouvernants n'y fassent réellement quoi que ce soit.

Face à cette crise économique et sociale, le gouvernement Ayrault-Hollande, loin de desserrer l'étau financier, poursuit donc dans l'impasse rigoriste entamée par le précédent gouvernement, surtaxant encore un peu plus les contribuables et les entreprises qui suffoquent littéralement. Augmentation de la pauvreté, précarité de l'emploi, fuite massive des jeunes français à l'étranger, aggravation du déficit économique de la France : à l'évidence, les politiques gouvernementales n'augurent aucune réelle sortie de la crise.

**L'Union Royaliste Bretagne Vendée Militaire tient à interpeller tous les acteurs de la vie économique de notre pays pour les inviter à se mobiliser pour sortir la France de son actuel marasme.** Chaque français, à son niveau, peut aider notre pays :

- **Pour les consommateurs** : Par un réel patriotisme économique. Soutenir nos entreprises françaises, c'est commencer par consommer et faire consommer français, en acceptant de rogner sur notre pouvoir d'achat pour pouvoir préserver les emplois français.

- **Pour les entreprises** : Par un renforcement de la coopération inter-entreprise, notamment par la formation d'associations professionnelles pérennes, bases de véritables développements futurs, garantissant ainsi le savoir-faire de la main d'œuvre française.

- **Pour les élus** : Par un inébranlable soutien aux initiatives coopératives, aux développements et relocalisations françaises. De plus, les élus peuvent faire pression sur les grands distributeurs locaux pour qu'ils mettent en avant les produits de la région (cf. Vitry le François), promouvoir via diverses plateformes et réseaux les productions locales ou tout simplement privilégier les entreprises françaises lors d'appels d'offres de marchés publics.

Il est par exemple invraisemblable qu'à l'heure de la crise économique, les villes de Tours, Brest ou Reims privilégient les bétons étrangers (et notamment chinois) plutôt que le béton français, mettant ainsi en péril des centaines d'emplois nationaux.

- **Pour tous** : Sensibiliser le gouvernement sur les conséquences de l'outrage-taxation française sur les emplois, sur leur précarité et les risques de délocalisations. Les gouvernements successifs, s'ils n'ont pas amélioré la situation économique de notre pays, l'ont assurément dégradée par l'étau de taxes qu'ils ont progressivement posé autour des contribuables et des entreprises.

Ces quelques exemples d'actions, loin d'être exclusifs, invitent les français à comprendre que la solution à la crise économique ne viendra pas du gouvernement républicain mais bien de l'action conjointe de la base populaire et des industries françaises, tout en sensibilisant les gouvernants français à l'ineptie profonde d'une surtaxe généralisée des contribuables et des entreprises.

***Face à l'inaction de nos gouvernants,***

***Devenons acteurs de la renaissance française !***

## Un certain 25 Octobre 732...



Il est des événements que l'Histoire seule n'a pu faire passer à la postérité, et d'autres qui, couverts de légendes et d'idéaux, bercèrent et bercent encore des générations de jeunes français par l'héroïsme et le courage qui en suintent. La Bataille de Poitiers du 25 Octobre 732, si elle est historiquement débattue aujourd'hui, marqua de nombreuses générations de français et servit, à l'instar des fameuses images d'Epinal, à nourrir l'imagination et à façonner notre société.

Signalée par de nombreux auteurs latins, comme Bède le Vénérable, et quelques auteurs arabes comme Ibn 'Abd al-Hakam, cette bataille opposa le général Omeyyade Abd Al-Rahman au Maire du Palais Charles Martel dans le cadre de l'expansion musulmane médiévale en Occident. Principalement motivée par l'appât du gain et les « *razzia* », cette première incursion musulmane dans les terres occidentales représentait, comme le rappelle l'historien Jean Deviosse<sup>1</sup>, la première pierre d'une réelle expansion musulmane, plusieurs années de *razzia* menant inéluctablement à une conquête définitive (Perse, Espagne notamment).

Après avoir perdu Bordeaux lors de la sanglante bataille de 732, Eudes d'Aquitaine appela à l'aide son ancien ennemi, le fils de Pépin le Jeune, le Maire du Palais Charles dit Martel. Unificateur du Royaume Franc depuis sa victoire sur Rainfroi,

Charles Martel répondit donc à l'appel d'Eudes et s'élança pour défendre le sanctuaire national des Francs, la riche basilique Saint Martin de Tours vers laquelle s'avancait également l'armée ennemie.

Plusieurs escarmouches, des confins du Poitou aux abords de la Touraine, précédèrent la grande bataille du 25 Octobre 732. Celle-ci débuta par un assaut de la cavalerie Omeyyade sur les lignes franques, « *formés en palissade comme un mur immobile, l'épée au poing et tel un rempart de glace* » comme le narrera Adriaan Vehulst<sup>2</sup>. Cette solidité, cette discipline dans l'épreuve marqua réellement les troupes arabo-berbères, et se révélèrent fondamentales dans le dénouement de cette bataille. Prenant alors à revers les assaillants reflétés par les lignes franques, Eudes s'élança vers le camp musulman, semant la panique dans les lignes maures et tuant Abd Al-Rahman.

Cette victoire, si épique qu'elle puisse paraître, n'a pu connaître un tel retentissement sans la symbolique qui l'accompagne dès les croisades du XIV<sup>e</sup> Siècle à nos jours : celle de l'Occident Chrétien vainqueur de l'Islam conquérant. Si les inéluctables récupérations politiques pleuvent aujourd'hui, il faut savoir néanmoins garder à l'esprit l'intelligence et le bon sens qui parfois font défaut, en tirant de cette bataille cette seule leçon : la France s'est bâtie sur des racines chrétiennes, forgée et unifiée pour défendre ses traditions, sa culture et son Histoire. Tout le reste n'est que fioritures inutiles.

*« Sans Charles Martel (...), la France était une province mahométane. »*

Voltaire, Essai sur les moeurs

1. Jean Deviosse, *Charles Martel*, Tallandier, Collection « Biographie », 16 Octobre 2006

2. Adriaan Vehulst, *La construction carolingienne tiré de Histoire de la France des origines à nos jours sous la direction de Georges Duby*, Larousse, 2007, page 194.

## De l'objection de conscience des élus face au mariage des invertis

La question de l'objection de conscience, comprise ici comme le refus personnel d'accomplir certains actes allant à l'encontre de principes religieux, moraux ou éthiques, a toujours été débattue au cours de l'Histoire, des prémices américains (1776) à l'actuel statut légal voté en février 1963. Ce principe, né du respect de libre arbitre de chaque être humain, a récemment été remis au goût du jour en guise de caisse de résonance pour la polémique autour de la légalisation au forceps du mariage pour les invertis, et son pendant, l'homoparentalité.



L'objet ici n'est pas de s'attarder sur ce débat sur l'homoparentalité, celui-ci étant excellemment bien traité par d'autres, mais sur le principe d'objection de conscience appliqué pour l'une des premières fois à un corps social très particuliers, celui des élus. Car si l'objection de conscience d'un individu lambda ne pose évidemment pas de problèmes, celle d'un élu en soulèvent bien d'autres, celui-ci devant être « *l'officier public représentant l'Etat lorsqu'il célèbre un mariage* ».

Or, l'Etat républicain ne saurait souffrir de contradictions internes : le représentant de l'Etat ne peut opposer son libre arbitre au Législateur, bras légiférant de la république ayant la lourde tâche « *d'éclairer le peuple français* », comme disait Rousseau.

Ainsi, comme l'a annoncé l'actuelle Ministre de la Justice, Christine Taubira, « *Nous sommes dans un Etat de droit, le Code civil va être modifié, il s'impose à tous, y compris aux maires. Il ne sera pas inscrit dans la loi qu'ils puissent se soustraire au Code civil* ». Les maires de France sont donc prévenus : l'outrecuidant qui s'y refusera sera donc pénalement poursuivi, disgracié, traîné dans la boue et affublé de l'indélébile pancarte de « l'homophobie »...

En poussant un peu plus avant la réflexion, il apparaît évident que l'objection de conscience reste intrinsèquement liée à la question de la légitimité : appliquée à la guerre par exemple, elle symbolise l'illégitimité profonde des conflits armés et donc, l'erreur même de l'Etat belligérant. Parce qu'ils ne reconnaissent la légitimité du mariage des invertis et, à plus forte raison, l'homoparentalité, l'opposition officielle des maires de France symbolise l'illégitimité profonde de cette déliquescence institutionnelle : en soulignant son intolérable égarement, ils remettent insidieusement en cause la légitimité même du Législateur, celui-ci étant sur le point d'outrepasser ces fameuses règles que posait Alexis de Tocqueville dans son ouvrage *De la Démocratie en Amérique* :

« *Mais la majorité elle-même n'est pas toute-puissante. Au-dessus d'elle, dans le monde moral, se trouvent l'humanité, la justice et la raison ; dans le monde politique, les droits acquis. La majorité reconnaît ces deux barrières, et s'il lui arrive de les franchir, c'est qu'elle a des passions, comme chaque homme, et que, semblable à eux, elle peut faire le mal en discernant le bien* »

Dans sa récente saillie, le député-Maire d'Orange Jacques Bompard expliquait « *Il me semble qu'il doit y avoir là la clause de conscience et si elle n'y était pas, ça signerait que nous sommes dans un monde totalitaire, ce qui déjà est bien avancé* ».

Voilà exactement ce que dénonçait Alexis de Tocqueville, quand il parlait de la notion de *Despotisme de la Majorité* :

« *Les démocraties sont naturellement portées à concentrer toute la force sociale dans les mains du corps législatif. Celui-ci étant le pouvoir qui émane le plus directement du peuple, est aussi celui qui participe le plus de sa toute-puissance. On remarque donc en lui une tendance habituelle qui le porte à réunir toute espèce d'autorité dans son sein. Cette concentration des pouvoirs, en même temps qu'elle nuit singulièrement à la bonne conduite des affaires, fonde « le despotisme de la majorité » »*

Et la république française, si fortement attachée au dogme de la « *démocratie salvatrice du peuple* », s'efforcera de faire taire les voix discordantes, pénalement s'il le faut, par peur de l'engrenage. Liberté, liberté, que de crimes commet on en ton nom...

## Participez au développement de PRO !

Comme vous le savez, Prospectives Royalistes de l'Ouest est un journal gratuit, diffusé sur Internet et notamment par mails. Dès lors, nous ne vous demandons pas de soutien financier, mais bien de participer au développement de ce journal par quelques actions très simples :

- **Envoyez ce journal à vos amis** : très simple, il suffit de nous envoyer à cette adresse ([urbvm@hotmail.fr](mailto:urbvm@hotmail.fr)) les adresses de vos amis ou collègues pour qu'ils reçoivent gratuitement et sans engagement notre journal. C'est simple, gratuit et ça aide notre cause royale !

- **Imprimez ce journal et le laissez en évidence dans les endroits publics** : Un peu plus coûteux, mais qu'est que quelques impressions de nos jours ? Diffusez nos idées royalistes, montrez la pertinence de notre pensée par ces quelques articles d'actualité !

- **Partagez le sur les réseaux sociaux** : on ne rappellera jamais assez la puissance des réseaux sociaux, surtout dans la diffusion d'idées "Politiquement Incorrectes" comme les nôtres. Et ce geste ne vous prend qu'une seconde, le temps de dire "j'aime"...

- **Amis webmasters, ce journal est vôtre** : reprenez les articles, diffusez les, partagez les, commentez les. La seule demande que nous vous adressons est de citer notre journal et de mettre en lien la page de téléchargement. Aidez nous à faire entendre la voix royaliste, à l'heure où notre belle Nation française se meurt sous les coups de butoirs de l'individualisme et l'arrivisme républicains.

Et pour que vive la France, Vive le Roi !